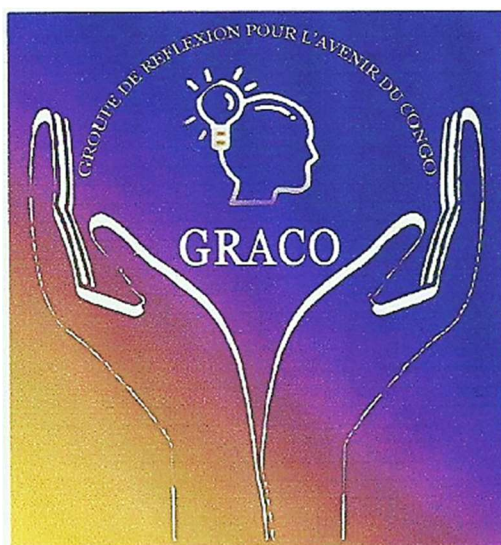


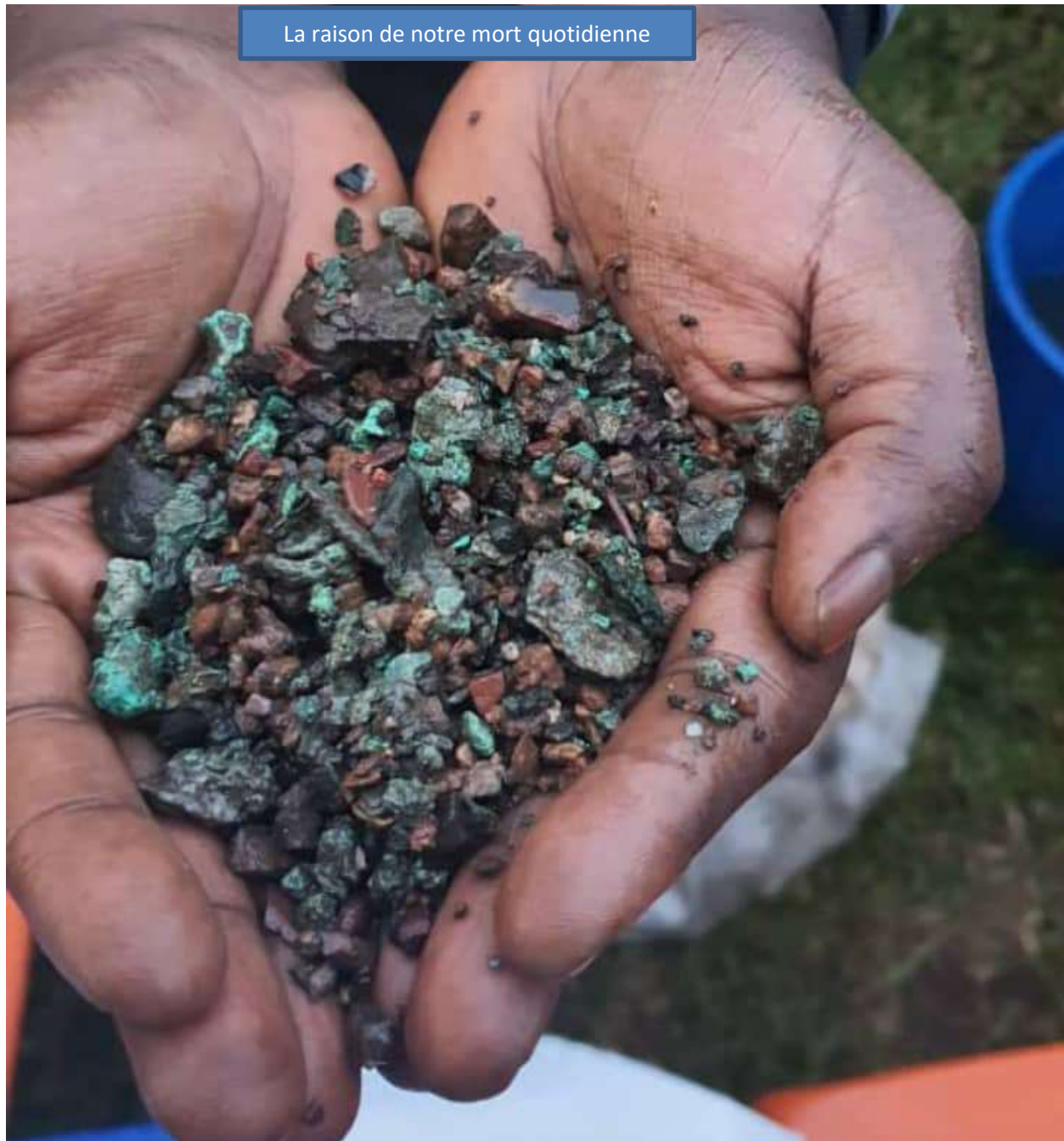
# **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

## **GROUPE DE REFLEXION SUR L'AVENIR DU CONGO**



**REFLEXION SUR LES ABUS DES SOCIETES  
MINIERES ETRANGERES EN RDC ET DE LA  
SOVERAINETE DE L'ETAT CONGOLAIS**

**01 AVRIL 2022**



La raison de notre mort quotidienne

## Introduction

Les minerais constituent la principale ressource qui alimente le trésor public du pays. Le débat autour des mines congolaises se passe dans tous les salons du monde. Le plus souvent, les populations riveraines des mines ne comprennent pas comment les titres miniers sont octroyés, ce qui crée des frustrations et des conflits entre celles-ci et le secteur privé.

Les minerais constituent une véritable opportunité de développement du pays, notamment des communautés qui sont affectées par les projets miniers. Malheureusement, sur le terrain, la situation est tout autre. Il existe une contradiction criante sur terrain entre les minerais et le niveau

de vie des populations. Les sociétés minières se comportent en véritables prédateurs en territoire conquis alors qu'ailleurs, elles tentent d'être plus responsables et respectueuses des institutions de l'Etat.

Le comportement de ces sociétés minières alimente le débat à tous les niveaux sur la question de la souveraineté de la RDC.

### **1. Problème de la Souveraineté**

- L'**article 5** de la Constitution de la RDC pose que :

La souveraineté nationale appartient au peuple. Tout pouvoir émane du peuple qui l'exerce directement par voie de référendum ou d'élections et indirectement par ses représentants. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. La loi fixe les conditions d'organisation des élections et du référendum. Le suffrage est universel, égal et secret. Il est direct ou indirect. Sans préjudice des dispositions des articles 72, 102 et 106 de la présente Constitution, sont électeurs et éligibles, dans les conditions déterminées par la loi, tous les Congolais de deux sexes, âgés de dix-huit ans révolus et jouissant de leurs droits civils et politiques.

- L'**article 9** de cette même constitution pose que :

L'Etat exerce une souveraineté permanente notamment sur le sol, le sous-sol, les eaux et les forêts, sur les espaces aérien, fluvial, lacustre et maritime congolais ainsi que sur la mer territoriale congolaise et sur le plateau continental. Les modalités de gestion et de concession du domaine de l'Etat visé à l'alinéa précédent sont déterminées par la loi.

La souveraineté, c'est finalement quoi ? Selon Raymond Guillien et Jean Vincent, la souveraineté d'un Etat est le caractère du pouvoir suprême. C'est le pouvoir étatique lui-même, pouvoir de droit (en raison de son institutionnalisation) originaire (c'est-à-dire ne dérivant d'aucun autre pouvoir) et suprême (en ce sens qu'il n'a pas d'égal dans l'ordre interne ni de supérieur dans l'ordre international, où il n'est limité que par ses propres engagements et par le droit international) [1]. En des termes simples, la souveraineté se définit comme la détention de l'autorité suprême, c'est-à-dire d'un pouvoir absolu dont tous dépendent et inconditionné, pour dire qu'il ne dépend de qui que ce soit.

En démocratie, la souveraineté appartient au peuple qui la délègue à ses représentants par elle élue et dans les régimes despotiques, elle est le plus souvent détenue par un seul homme ou un petit cercle restreint d'individus.

En revenant sur l'article 9 de notre constitution qui parle de l'exercice par l'Etat de la souveraineté sur le sol, le sous-sol, les eaux, etc., il y a lieu de se poser des questions sur l'effectivité de ces dispositions, surtout dans le domaine des mines de la RDC.

### **2. Problème avec le secteur minier**

- Dans un documentaire devenu très célèbre sorti en 2021, le Journaliste Camerounais Alain Foca avait fustigé le comportement de certaines sociétés minières chinoises qui avaient refusé l'accès à leurs mines au Sud-Kivu, à une délégation de haut niveau venue de



Kinshasa, la capitale du pays [2]. Dans ce documentaire, l'ex-patron de la FEC avait clairement et sans ambages fustigé ce comportement peu orthodoxe de ces sociétés.



- Dans nos nombreuses missions de terrain au Nord-Kivu, il nous est arrivé plusieurs fois que l'accès à des mines nous soit refusé en dépit de l'autorisation par les autorités habilitées.
- Dans une mission que nous avons effectuée en 2014 avec un journaliste dans la zone minière de Rubaya, l'accès nous avait été refusé alors que ce journaliste disposait de toutes ses lettres d'accréditation du ministère de la Communication au niveau national. Il eut fallu l'intervention de certains individus, opérateurs miniers pour que finalement l'accès nous soit accordé, et ce comme une faveur.
- Une commission de l'Assemblée nationale avait été créée l'année passée pour enquêter sur la situation des mines du Sud-Kivu, mais elle avait dû passer des jours à Bukavu avant de lui être autorisée de descendre sur terrain ;
- Certaines analystes pensent que la déchéance du Gouverneur Théo Ngwabije du Sud-Kivu par les députés provinciaux avait été montée par les sociétés minières qui auraient utilisé les députés (information à vérifier) parce qu'il avait suspendu le travail de plusieurs sociétés minières chinoises.
- Noter que la Ministre Nationale en charges des Mines avait qualifié cette décision d'illégale, pourtant saluée par la population et la société civile.
- La Société minière ABM opérant au Nord-Kivu, avait déguerpi des milliers de congolais à Bisie/ Walikale sans respecter toutes les procédures de délocalisation des communautés.

Plusieurs plaintes contre cette société avaient été introduites par les victimes à la Cour d'Appel de Goma, mais sans suite [3].

- Les sociétés minières en RDC constituent des Etats dans l'Etat d'autant qu'elles exercent, dès qu'elles ont acquis les titres, les droits suprêmes sur les concessions acquises.
- Elles peuvent se permettre tout : violer les droits humains, expulser les agents de services des mines, etc. L'exemple le plus récent est le déguerpissement des populations et des exploitants miniers artisanaux de Bisie dont nous avons parlé plus haut.



### 3. Causes du Problème

#### 3.1. Procédure d'obtention des titres :

En effet, elles sont rares, si pas inexistantes, les sociétés qui obtiennent les titres miniers dans le respect des lois et normes nationales et internationales. Un petit exemple : la loi pose qu'une société doit présenter avant l'obtention d'un permis, une étude d'impact environnemental et social (EIES), etc. L'on constate par exemple que la plupart de sociétés obtiennent ces titres sans EIES ; **ce qui cacherait une procédure cavalière visiblement teintée de corruption**. Les populations sont souvent surprises d'apprendre que telle partie de leurs terres est déjà couverte par un titre minier alors que la loi impose des consultations préalables, l'élaboration d'un cahier des charges, etc.

#### 3.1. Faiblesse de l'Etat :

Les entreprises minières semblent être plus fortes que l'Etat lui-même. Tenez, il y a des entreprises qui, pour sécuriser leurs mines contre les éventuelles attaques des antagonistes ou des

groupes armés, paient les militaires des FARDC qui par conséquent, répondent aux ordres de ces sociétés plutôt qu'à ceux de l'Etat.

### **3.2. Manque de moyens financiers :**

Le plus souvent l'Etat signe des contrats en état d'infériorité ou de faiblesse. Les accords entre la Chine et la RDC sur les mines du Katanga notamment le Cobalt et le Cuivre en sont une illustration éloquent.

### **3.3. Fiscalité ne favorisant pas des investisseurs sérieux à venir au Congo**

Les entreprises sérieuses préférant assez souvent aller dans des pays où ils paieront moins d'impôt avec moins de tracasserie. Celles qui viennent en RDC sont des entreprises conscientes de la situation et prêtes à s'adapter au système en recourant notamment à la fraude et à la contrebande minière pour avoir du gain car sans cela, elles travailleront à perte. Par exemple, pour exporter de l'or honnêtement du Congo : c'est-à-dire payer toutes les taxes et respecter toute la procédure, cet or atteint Londres à un prix supérieur au prix du marché mondial, soit environs dix pourcent de perte.

### **3.4. Difficulté de rendre effectives toutes les initiatives tendant à moraliser la chaîne d'approvisionnement des minerais ;**

### **3.5. Amateurisme des gestionnaires du secteur minier**

### **3.6. Inconscience du fait que les ressources sont épuisables**

Beaucoup de congolais, y compris les animateurs des services publics, ne sont pas conscients que les minerais soient des ressources épuisables et non renouvelables. Nombreux pensent aussi que le Congo est tellement plein des mines qu'il est difficile de les épuiser.



Devoir à domicile



SHOT ON HOT 7  
INFINIX DUAL CAMERA

### **3.7. Difficulté de confronter les représentants des compagnies minières**

Il est difficile de confronter les représentants des compagnies minières à cause de la corruption des responsables locaux (chefs traditionnels des communautés de base, responsables politiques élus, etc.). Ceux-ci se laissent facilement acheter (argent, faveurs, etc.) et deviennent les protecteurs des compagnies minières. Dès lors, pourquoi accuser les USA, la France ou la Chine quand nous sommes vendus par nos propres frères ?

## **4. Pistes de Solutions**

La suprématie des entreprises minières, véritables Etats dans l'Etat a causé de nombreux dégâts sur la vie des citoyens notamment les violations graves des droits humains dans toute impunité. Les questions du développement des communautés affectées par les projets miniers ne sont pas à l'ordre du jour. Pas de recevabilité parce que les sociétés sont conscientes de la faiblesse de l'Etat et de ses animateurs à tous les niveaux. Alors, que faire ?

**4.1.** Nous devons faire pression sur les gouvernements occidentaux et encourager des initiatives comme la loi sur les minerais de sang, et décourager les comportements mafieux de compagnies minières. Il serait idéal de mener une enquête pour découvrir les corporations minières qui agissent derrière le Rwanda et l'Ouganda. Ce sont les mêmes qui auraient fourni des armes aux rebelles d'hier et d'aujourd'hui. Elles ont fait signer des contrats qui s'étendent sur plusieurs décennies et aucun gouvernement ne peut être accepté à Kinshasa s'il ne s'engage pas à respecter ces contrats. Pour payer ceux-là qui avaient favorisé la signature de ces contrats, nos produits sont toujours raffinés au Rwanda et en Ouganda. Si les produits, les noms et la participation de ces corporations sont rendus publics, cela pourrait mener à un boycott comme celui qui avait entraîné la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Les récentes condamnations de Dan Gertler, Alain Goetz et Daech par le Trésor américain sont un bon exemple.

**4.2.** Un autre problème est de comprendre la différence entre permis de recherche et permis d'exploitation, car les sociétés minières au Congo utilisent leur permis de recherche pour s'engager dans le business d'exploitation commerciale.

**4.3.** La justice nationale et internationale doit sanctionner tous ceux et toutes celles qui violeraient les lois nationales et internationales relatives à la chaîne d'approvisionnement des minerais. Ceux qui se complaisent à octroyer des titres miniers sans respect des procédures du code et du règlement minier en vigueur devraient répondre de leurs actes.

**4.4.** Un combat de fond doit être mené pour que les minerais de la RDC soient exportés avec une valeur ajoutée (transformés localement). Cela pourrait également contribuer à la réduction du chômage. Encore faut-il que la fiscalité congolaise permette des conditions qui facilitent ce type d'investissement ;

**4.5.** Des recherches approfondies devraient être menées pour avoir une idée globale et juste sur le potentiel géologique de la RDC. Les moyens adéquats devraient être mis à la disposition du ministère de la recherche scientifique. Souvent, les études sont menées en cafouillage par des experts étrangers pour le compte de leurs compagnies ! Et le congolais est surpris de constater qu'il est assis sur des mines d'or, tout pauvre qu'il soit, sans le savoir.



**4.6.** L'Etat doit s'assumer en usant de tous ses pouvoirs régaliens pour imposer son autorité sur les compagnies minières, d'où qu'elles soient. Il doit affirmer sa souveraineté et être prêt à punir les malfrats.

**4.7.** Nous devons être pratiques dans ce que nous voulons faire. Pour combattre le terrorisme, les USA veulent à tout prix couper ou bloquer les transactions financières des compagnies minières internationales qui financent les guerres chez nous (ex : ADF). Le vice-ministre du Trésor est descendu à Kinshasa pour convaincre nos autorités de faire quelque chose dans ce sens. C'est la guerre financière, un peu comme ce qu'ils font avec les oligarques russes. Dans ce sens, ils sont plus actifs que notre propre gouvernement. Alors, pourquoi les critiquer et les attaquer ? N'est-ce pas plus pratique de travailler avec eux ? Imaginez si nous pouvions faire pression sur l'Union Européenne pour qu'elle fasse la même chose que les USA ! Ces bandits pourraient être coincés financièrement ! Imaginez un peu notre groupe financer un groupe des jeunes (écoles kinoises) qui irait avec des journalistes remettre une pétition dans ce sens à l'ambassade de l'Union Européenne à Kinshasa, n'est-ce pas que cela ferait du bruit et, si possible, contribuer à la paix dans notre région ? C'est dans l'intérêt des pays occidentaux de combattre les malfrats qui ternissent leur image en Afrique.

**4.8.** Miser sur les jeunes. Retraiter la majorité des agents et fonctionnaires de l'Etat et engager des jeunes diplômés. Enseigner et éduquer la jeunesse sur l'amour de la patrie et la connaissance du pays.

**4.9.** Impliquer les communautés riveraines des mines dans les procédures d'octroi des titres miniers conformément à la loi. Renforcer l'autorité de l'Etat. Renforcer le contrôle citoyen. Lutter contre l'impunité.

**4.10.** Diversifier l'économie du Congo. Il n'y a pas que les mines en RDC. D'autres initiatives peuvent être exploitées et contribuer à l'émergence du pays.

**4.11.** Les initiatives qui mèneraient à une solution durable et acceptable doivent être locales. Pourquoi écrire des lettres au Secrétaire Général des Nations-Unies quand la population affectée semble se résigner à son sort ? Nous devons trouver des voies et moyens de réagir efficacement.

## **Conclusion**

Notre espoir est qu'un jour les mines du Congo cesseront d'être une malédiction pour le pays et pourront à coup sûr contribuer au développement du pays. Au regard de ce qui vient d'être développé, le malheur ne vient pas de la possession des ressources, mais plutôt de la mauvaise gestion.

Ainsi, pour en tirer profit :

- Il est impérieux que le gouvernement s'engage à faire respecter les lois de la République en matière de contrat d'exploration et d'exploitation.
- Aussi, la société civile et la crème intellectuelle congolaise devront faire du lobbying auprès des organisations internationales pour exiger l'Etat et les sociétés exploitantes à

respecter les lois de la République et exiger les droits des populations habitant les zones d'exploitations minières.

- Des sanctions devront être appliquées à toute personne morale ou physique qui se retrouve dans un circuit favorisant ces magouilles.
- Pratiquement, pour parvenir à cette fin, les populations locales vivant dans les zones minières devront être sensibilisées par rapport à leurs droits et appelés à lutter pour les obtenir.
- Ensuite, les jeunes intellectuels de grandes villes du pays, et particulièrement ceux de la capitale du pays, devront être sensibilisés par rapport à la question.
- Enfin, ceux-ci pourront déposer une pétition à l'ambassade de l'Union Européenne à Kinshasa leur exigeant de boycotter l'achat des minerais des entreprises illégales et le gel de leurs fonds si la situation persiste. Cela constituera une pression sur ces entreprises pour les contraindre à se mettre en ordre. Ainsi, les ressources minières, jadis considérées comme source de malheur à cause de leur mauvaise gestion, pourront se placer au cœur du développement du pays.

Cependant, il est aussi très important de penser à diversifier notre économie parce que les minerais sont des ressources épuisables et non renouvelables. Les générations futures en seront les plus grands bénéficiaires et le pays aura joué son véritable rôle de catalyseur de développement en Afrique.



## Références

- [1] R. Guillien et J. Vincent, *Lexique des termes juridiques* 2010, Paris: Eyrolles, 2009.
- [2] A. Foka, Réalisateur, *Le reportage d'Alain Foka à l'Est de la RDC est revoltant*. [Film]. Le Congo est à nous, 2021.
- [3] Congo Mines, «Lettre des exploitants miniers artisanaux du territoire de Walikale, au Président de la République,» 2019. [En ligne]. Available: <https://congomin.es.org/reports/1693-lettre-des-exploitants-miniers-artisanaux-du-territoire-de-walikale-au-president-de-la-republique>. [Accès le 27 Mars 2022].

Sur initiation de Mr. Janvier MURAIRI, la construction du présent document a été faite par les membres du groupe Réflexion sur l'Avenir du Congo, dont les noms suivent :

1. Janvier MURAIRI
2. Hubert SIMWERAYI
3. Aimé KHANENO
4. Martin MASIRI
5. Nickson KAMBALE
6. Bernard KALOMBO
7. Chrispin TSHIMANGA
8. Theo AMANI
9. André SIAMUNDELE
10. Charles MULETSHO
11. Lunda ZAINA
12. Johnny BAWA
13. Alain TSHIBANGU
14. Taylor BAROKI
15. Patient KUBUYA

Plus d'information sur certains membres ci-haut cités peut se trouver à la page <http://www.notrecause.org/Home/Organisation>.